Riferimenti bibliografici

Bohigas O. (1958). En el centenario del Plan Cerdà. *Cuadernos de arquitectura*, 35: 469-475.

Fabris L.M.F. *et al*. (2020). New Healthy Settlements Responding to Pandemic Outbreaks: Approaches from (and for) the Global City. *The Plan Journal*, 5(2), 385-406.
DOI: 10.15274/tpj.2020.05.02.4

Lawhon L.L. (2009). The neighborhood unit concept: Physical design or physical determinism? *Journal of Planning History*, 8(2): 111-132.

Lydon M., Garcia A. (2015). *Tactical Urbanism. Short-term Action for Long-term Change*. Washington DC: Island Press

Mueller N. *et al*. (2020). Changing the urban design of cities for health: The superblock model. *Environment international*, 134: 105-132.

Rueda S. (2019). Superblocks for the Design of New Cities and Renovation of Existing Ones: Barcelona's Case. In: Nieuwenhuijsen M., Khreis H., eds., *Integrating Human Health into Urban and Transport Planning*. Springer, 135-153.
DOI: 10.1007/978-3-319-74983-9

(*Federico Camerin*)

M. De Marchi, H. Khorasani Zadeh, a cura di, *Territori post-rurali. Genealogie e prospettive – Territoires post-ruraux. Généalogies et perspectives*, Officina Edizioni, Roma, 2020, pp. 236, € 24,00.

Cet ouvrage sur les "territoires post-ruraux" est le 11e numéro d'une série (*Quaderni del dottorato di Ricerca in urbanistica*, Iuav), connue pour avoir identifié, exploré et fondé théoriquement des jalons importants de la pensée urbaine récente : "Comment vivre ensemble" (2006), le paysage en urbanisme (en 2011), l'émergence de nouvelles questions urbaines (2014), ou l'importance des sols (2016), par exemple. Leur pertinence est le reflet de choix perspicaces pour les thèmes de recherche collectifs proposés aux doctorants de l'Iuav (comme plus récemment "FoodSpace", dont découlent certains travaux de ce livre), permettant de fédérer autour de leurs séminaires des auteurs solides, de disciplines variées.

Ce dernier numéro dégage une impression de grande cohérence – par la résonance des lieux, la familiarité des thèmes, le rebond des notions d'un article à l'autre – sans que, curieusement, le sujet central ne soit nettement circonscrit. Nous sommes comme invités à suivre une riche conversation, où chaque convive, ou presque, s'intéresse aux propos des autres et y fait écho – contrairement à la simple juxtaposition dont se contentent trop d'ouvrages aujourd'hui. On apprécie alors la finesse de nos "hôtes", qui ont construit l'ouvrage avec grand soin, pour nous mener avec fluidité dans le foisonnement de ces perspectives.

Pour autant, ils nous laissent avec un "débat autour des territoires post-ruraux" (p. 19) assez peu formulé dans ses termes. L'introduction propose cette nouvelle

Copyright © FrancoAngeli This work is released under Creative Commons Attribution - Non-Commercial - NoDerivatives License. For terms and conditions of usage please see: http://creativecommons.org

notion puis s'en défend, lui attribue des atouts assez génériques (décentrer le regard, le pluri-disciplinaire) et se prononce peu sur ses apports spécifiques. Plusieurs auteurs de bonne volonté disent tester la notion du post-rural (p. 96) et en proposent des interprétations diverses, mais il manque néanmoins un travail de collecte de celles-ci, de mise en tension et de synthèse. Le titre même de l'introduction « *le territoire comme objet commun* » semble clore le débat avant de l'avoir construit, en utilisant le "territoire" (mais pourquoi?) pour dépasser les tensions (mais lesquelles?). Prenons alors cette recension comme l'occasion de chercher à y répondre.

Une première ligne de partage apparaît d'abord autour d'une notion évidente et pourtant implicite : la "ville diffuse". Je désigne par là non le type d'urbanisation (très parcellisée, très infrastructurée, mêlant habitat, industrie et services à l'agriculture) dont les descriptions abondent dans l'ouvrage, mais le champ des savoirs, déjà plus que trentenaire, constitué de connaissances situées, de méthodes spécifiques et de production théorique (on en trouve un panorama synthétique dans : Tosi, Renzoni, 2018). En effet, si certains auteurs, pas uniquement italiens, sont en fait complètement immergés dans ce champ et continuent de l'approfondir, d'autres, plutôt français, utilisent en réalité le "post-rural" pour amorcer un renversement de point de vue somme toute assez semblable.

Ainsi, pour J.-P. Jessenne, la notion permet de dépasser "la formule binaire ville-campagne", et de contribuer à une généalogie des « territoires complexes mélangeant des configurations urbaines et rurales variées ». F. Boudjaaba, par ce biais, cherche à déborder une césure disciplinaire (entre l'histoire rurale et l'histoire urbaine), à « appréhender le rural autrement que sur un mode de déclin », et la banlieue comme « la transformation d'un espace rural, et non l'extension d'un espace urbain ». Si nombre de lecteurs sont peut-être rompus à ce type d'exercice, ces auteurs incarnent néanmoins un pas décisif dans la culture et la pensée scientifique françaises, qui ne conceptualisent encore que très anecdotiquement, la nécessité d'alternatives à la métropolisation.

En outre, les deux apportent de ce fait des connaissances importantes comparativement, sur des terrains peu attendus dans ce cadre (Paris) ou méconnus (l'urbanisation du Nord de la France). J.-P. Jessenne montre par exemple que des caractères typiques de la Flandre étaient également présents dans le nord de la France : la complexité de la société urbaine, l'hétérogénéité des modes de propriété foncière, ou la multi-activité en milieu rural (indiquant au passage à L. Carle que le *operaio-contadino* (p. 86) n'est pas une invention des années 1960 par le groupe alimentaire Ferrero!). Le terrain envisagé est assez large et peu homogène (de Amiens à Gand) mais la description est d'une grande précision sur une période-clé de l'Histoire, très circonscrite (le passage de l'ancien au nouveau régime).

Dans la conversation du livre, l'intervention de H. Khorasani développe ensuite ces deux propos. Il exploite en effet les méthodes de F. Boudjaaba sur le terrain de Jessenne, le premier ayant analysé la résistance à l'urbanisation dans les faubourgs de Paris, à travers la persistance des réseaux familiaux ruraux. Mais Khorasani s'attaque, ce faisant, à une question-clé du champ théorique de la "ville diffuse" : celle des traits territoriaux historiques qui seraient des conditions propices, nécessaires et/ou suffisantes, au développement actuel de ces formes d'urbanisation hybrides.

Copyright © FrancoAngeli This work is released under Creative Commons Attribution - Non-Commercial - NoDerivatives License. For terms and conditions of usage please see: http://creativecommons.org

Il s'agit en réalité d'une question assez récurrente dans l'ouvrage : plusieurs interventions y contribuent, formant ainsi au cœur du livre un noyau problématique plus serré. D. Celetti notamment établit les liens entre l'urbanisation vénétienne actuelle et une forme d'industrialisation précoce, et V. Ferrario la relie à un type d'agriculture mixte, la *coltura promiscua*, et à une structure sociale spécifique, la *famiglia appoderata*. Les deux articles sont d'importantes synthèses de travaux denses et informés ; ils s'inscrivent chacun explicitement dans un état des savoirs approfondi, démontrant s'il le fallait encore, la grande maturité de la littérature italienne sur ces formes d'urbanisation.

Sur cette question récurrente, donc, H. Khorasani construit une démarche de recherche efficace : il identifie deux terrains ayant les mêmes caractéristiques préalables (dont la *coltura promiscua* et les agriculteurs-ouvriers) mais ayant évolué très différemment, car il montre que le Nord français, décrit par Jessenne au 19e siècle, est devenu de nos jours profondément rural. L'article de H. Khorasani en présente des hypothèses explicatives convaincantes, tirées de l'observation, au cadastre et sur plusieurs générations, des modes de transmissions familiales du foncier et des exploitations. En appliquant ainsi des outils de recherche de la sociohistoire et des compétences spatiales, à des problématiques d'histoire de l'urbanisation, c'est l'intérêt des croisements disciplinaires qui est ici exploité.

L. Filippi par exemple développe une vision à la fois historique, économique et politique sur l'agriculture italienne. A partir de trois ouvrages-clés (Sismondi, Cattaneo, Sereni), il identifie trois formes de "richesse agraire" (paternaliste, libérale et révolutionnaire) différenciant les équilibres capital/travail. Ce potentiel de l'hybridation des domaines est également le trait commun d'un autre noyau d'auteurs, tous liés à l'EHESS : F. Boudjaaba donc, mais aussi S. Robert, qui cherche à appliquer l'archéo-géographie au cadre conceptuel de la résilience. Les outils théoriques auxquels elle aboutit, pour analyser les rythmes des cycles adaptatifs de "systèmes" en général, ne trouvent pas vraiment d'écho directs dans l'ouvrage. Cependant, en concluant que « l'histoire elle-même du système détermine un certain nombre de scenari possibles » (p. 33), elle alimente une lecture particulière du "territoire", qui culmine ensuite dans le travail de L. Carle : également issue de l'EHESS, celle-ci croise anthropologie et histoire, dans la filiation de l'école des Annales.

C'est ici une seconde ligne de partage assez frontale qui apparaît, en tout cas vu de France, entre deux écoles italiennes influentes, celle déjà évoquée de la "ville diffuse" et celle du "territorialisme". Lucia Carle voit en effet dans les fondements de l'école territorialiste, exposée à travers des citations de A. Magnaghi (1995), un terrain d'application idéal pour la méthode d'enquête qu'elle développe. Celle-ci vise à mettre à jour «l'identité sociale et culturelle collective» (p. 80) d'un territoire, qu'elle mesure par gradation : le sentiment d'appartenance, puis la conscience de l'appartenance, puis l'identité *vera e propria*, cette dernière étant « le seul modèle social capable de s'auto-reproduire » (p. 82). Parler d'identité pour un territoire implique cependant de postuler, comme elle le dit, « l'unité indissoluble population-territoire » (p. 82). Cela fonctionne bien pour ses deux études de cas, des "territoires à haute spécificité identitaire" (p. 84) où un "modèle social", présumé stable, explique les mutations (le Langhe et Montalcino).

Copyright © FrancoAngeli This work is released under Creative Commons Attribution - Non-Commercial - NoDerivatives License. For terms and conditions of usage please see: http://creativecommons.org

D'autres auteurs, dont l'historien français Boudjaaba, utilisent aussi le territoire dans ce sens d'appartenance. On peut cependant s'interroger sur la pertinence de ce critère, par exemple pour certains territoires dépourvus par définition de culture collective (comme les transfrontaliers) ou face aux pratiques de mobilité de chacun dans ses parcours de vie. Et, à l'inverse, la question de l'appartenance est une préoccupation complètement absente en "ville diffuse". Si la notion de territoire y est certes convoquée, c'est pour un tout autre usage : elle sert à dépasser la césure ville/campagne, dans la filiation de la *città-regione* (De Carlo, 1962), par exemple.

De cette ligne de partage découlent deux interprétations du "post-rural", différemment articulées à la notion de territoire. Pour les uns, le post-rural envisagé est une *période* spécifique où se pose des questions *territoriales,* comme le besoin de spécificités locales auxquelles s'identifier. Pour d'autres, le territoire envisagé est un *lieu* spécifique où se pose la question du *post-rural*, au sens du devenir de certains lieux, au-delà de la seule agriculture.

Cette césure se décline aussi en termes de méthodes d'analyse, comme le montrent deux articles qui portent *a priori* sur un même objet, les circuits alimentaires locaux ; sujet important, d'un côté pour "faire territoire", et de l'autre, parce qu'il s'agit d'une "nouvelle question urbaine" cruciale, qui se pose donc dans toutes les formes d'urbanisation. Dans la première approche, M. Mininni analyse plutôt des politiques publiques de planification alimentaire et des aspects anthropologiques de l'alimentation, sur la petite ville de Matera, en tension entre une culture locale forte, et les demandes du tourisme. Elle-même est une figure militante, qui anime un atlas collaboratif repérant les initiatives en termes alimentaires, pour la mise en relation et la promotion des acteurs locaux. Tandis qu'à l'autre bout de l'Italie, M. De Marchi explore la même question dans le Veneto, à travers cette fois des enquêtes de terrain (produisant des données inédites, sur les réseaux de distribution du lait cru, ou ceux des déchets organiques) et une approche de cartographie descriptive multi-scalaire (notamment sur la grande distribution), caractéristique des travaux sur la ville diffuse. Si ses scénarios prospectifs finaux auraient pu être mieux ancrés dans ses enquêtes, son but est explicitement d'évaluer en quoi la situation de "ville diffuse" favorise le développement des circuits courts. Ce qui l'engage elle-aussi dans un mouvement collectif plus large.

En effet, on peut encore repérer un autre noyau d'auteurs, ceux dont le travail piste les atouts que présente l'urbanisation diffuse pour faire face aux défis actuels, de la dégradation environnementale aux inégalités sociales. V. Ferrario, par exemple, conclut sur le fait que la ville diffuse a permis d'éviter le développement de l'agriculture intensive. Et D. Celetti explique que l'industrialisation diffuse a protégé les petites exploitations diversifiées de l'homogénéisation intensive, qu'elle a donné à la société locale des avantages compétitifs en termes de flexibilité, ou encore, que la complémentarité des réseaux d'activités a fait émerger des compétences en gestion de complexité (p. 107). Cette réflexion sur les avantages d'une situation "post-rurale" aurait pu être inscrite plus explicitement dans un questionnement global sur les alternatives à la métropolisation, notamment incarné par le champ de recherche que P. Viganò a appelé "Horizontal Metropolis" (congrès, expositions, publications).

Copyright © FrancoAngeli This work is released under Creative Commons Attribution - Non-Commercial - NoDerivatives License. For terms and conditions of usage please see: http://creativecommons.org

Celui qui va le plus loin dans cette démonstration, tout en traversant nombre de lignes de partage, est sans doute S. Verleene : analysant notamment les politiques publiques de densification urbaine, pour en démonter les supposées vertus écologiques, il aboutit à une vision pour la post-ruralité des territoires, très proche de la *coltura promiscua*.

Partant du territoire belge du Tournaisis (miroir frontalier de celui décrit par Jessenne), S. Verleene déconstruit d'abord les critères de définition du "rural", qui jouent un rôle-clé dans les règlements d'urbanisme. Puis il s'attaque au terme territoire qui, pour lui, doit englober l'ensemble des hectares (certains "fantômes", car très loin de l'Europe) nécessaires pour maintenir les paysages *visuellement* ruraux souhaités par ces politiques publiques.

Convoquant ensuite d'autres champs scientifiques, tels que les systèmes agraires, décrivant les interdépendances entre milieux (champ, pré, jardin, verger), il montre à quel point les structures urbaines diffuses et mixtes, en ruban ou en faubourgs, les maisons de ville avec jardins, les îlots avec friches, sont en fait des écosystèmes productifs : pour la biodiversité, la fertilité et la régénération de "sols vivants", mais aussi pour une coexistence humain/non-humain, végétal et animal, propice à d'autres économies, du don et du troc, et à une société de l'entraide et de la solidarité.

Ses exemples sont une bonne illustration de la conclusion plutôt théorique de P. Viganò, qui défend quant à elle le potentiel émancipateur des "structures faibles" du territoire, telle que la terre, à côté de structures fortes, notamment imposées par la modernité. On reconnaît là, en partie, les "rationalités minimales" que B. Secchi (1994) avait définies, pour décrire la formation de la ville diffuse. Mais c'est à une vision plus large et à un retour critique, plutôt "post-ville diffuse", qu'elle aspire, car justement ces travaux ont changé « notre manière de voir » (p. 219). On pense aussi aux plaidoyers pour les droits de la nature, pour accorder la personnalité juridique à des espaces naturels mais, selon elle, cela risque d'instrumentaliser le territoire, ses ressources et autres services écosystémiques.

Elle propose en fait, dans une troisième et dernière approche, de considérer le territoire comme un "sujet", à partir de la définition fondatrice de A. Corboz (1983) et en déployant le terme dans un double sens. Il y a le territoire assujetti, subissant les pressions de la pollution, de la logistique, de l'immobilier et tant d'autres ; mais elle soutient aussi l'idée d'un territoire agissant, qu'il faut savoir reconnaître dans une démarche de projet, et rendre présent « à la table des choix qui le concernent » (p. 221). Ce n'est donc pas lui attribuer une identité, validée par un sentiment d'appartenance, mais une capacité d'agir ; et c'est plus que reconnaître sa matérialité, celle des couches de géologie, hydrographie, réseaux, types de sols et de bâti. Le proposer comme sujet, c'est le faire passer de *matter of fact* à un *matter of concern*, comme B. Latour (2003) avait proposé de le faire pour la critique, afin qu'elle soit efficiente et constructive dans les débats éthiques que nécessite notre planète.

(*Bénédicte Grosjean*)

Copyright © FrancoAngeli This work is released under Creative Commons Attribution - Non-Commercial - NoDerivatives License. For terms and conditions of usage please see: http://creativecommons.org

F. Gastaldi, F. Camerin, *Aree militari dismesse e rigenerazione urbana. Potenzialità di valorizzazione del territorio, innovazioni legislative e di processo*, Letter-Ventidue, Siracusa, 2019, pp. 224, € 15,00.

Francesco Gastaldi e Federico Camerin pubblicano per la prima volta nell'ambito degli studi urbani italiani una monografia sul tema della dismissione delle proprietà immobiliari del Ministero della Difesa in connessione con le questioni di rigenerazione urbana a scala nazionale. Quest'analisi multidisciplinare è basata su una minuziosa analisi dei (mancati) riusi prospettati dalla lunga stagione normativa che ha caratterizzato la gestione degli *asset* militari non più utili ai fini istituzionali della Difesa, in cui convergono politiche pubbliche e di governo del territorio, relazioni interistituzionali tra attori statali, territoriali e *partnership* pubblico-private. Gli autori trattano nel libro molte sfaccettature relative alla dismissione e al riuso, compresi gli aspetti relazionati con i concetti di patrimono, *urban austerity* e vuoti urbani.

Il volume riflette su un arco temporale vasto a partire da una riflessione sui due programmi di dismissione militare proposti nel 1972 e 1989 (non attuati). Attraverso i decenni e i vari decreti legge, decreti legislativi, leggi finanziarie e leggi emanate dai governi italiani succedutisi nel tempo, gli autori interpretano dettagliatamente la normativa ed i relativi programmi e progetti di riuso fino al 2019. L'interpretazione della vicenda normativa ha avuto forti ripercussioni a livello territoriale perché ha lasciato veri e propri luoghi interdetti in tutta Italia. Gastaldi e Camerin decifrano i motivi dell'interminabile abbandono cui sono sottoposti i patrimoni militari. Sebbene ubicati in aree appetibili dal punto di vista del mercato immobiliare, questi ambiti rimangono imprigionati in una specie di catena la cui chiave rimane nascosta, rendendo (anzi, mantenendo) impenetrabili i confini delle zone invalicabili.

Alcuni spunti di riflessione nascono spontaneamente dopo la lettura del libro. In primo luogo si costituisce come una sorta di *trait d'union* di tutta una serie di riflessioni diffuse a livello internazionale e nazionale dagli anni '90 ad oggi e che sfocia nell'interpretazione delle *raison d'être* che sono correlate alla lunga e farraginosa stagione relativa alla dismissione. In secondo luogo, potremmo pure affermare che il volume costituisce un riferimento fondamentale per chiunque risulti interessato alla comprensione del prolungato abbandono dei patrimoni immobiliari militari, le cui informazioni (superfici, volumetrie, anno di inutilizzazione, abbandono, ecc.) molto spesso sono coperte dai cosiddetti "segreti militari". In terzo luogo, la monografia si rileva come strumento essenziale per esperti nel campo architettonico, legislativo ed urbanistico che fossero interessati a eseguire studi mirati e approfonditi su casi di studio concreti. In quarto luogo, il libro pubblicato a fine 2019 segna inconsapevolmente un "prima" e un "dopo" in merito alle questioni di rigenerazione dei cespiti ex militari. La pandemia del 2020 sta cambiando i paradigmi del modo di fare città e quindi il libro "chiude" il cerchio di analisi relative a politiche, programmi e piani che riguardano le ex aree militari nel periodo pre-Covid-19.

I due autori, oltre ad interpretare lo *status quo* delle vicende dei patrimoni ex militari, propongono visioni e approcci che potrebbero essere in grado di scardi-

Copyright © FrancoAngeli This work is released under Creative Commons Attribution - Non-Commercial - NoDerivatives License. For terms and conditions of usage please see: http://creativecommons.org

nare i fattori d'inerzia nella restituzione delle ex enclave militari alla società civile, ma alla base di tutto ci dovrebbero essere scelte ragionate di politiche pubbliche stabili nel medio-lungo termine che in Italia non si vedono ormai da decenni. Gli obiettivi finanziari prevalgono su quelli di governo del territorio, la necessità di rimpinguare le casse statali e ridurre il debito pubblico basandosi sulla vendita degli *asset* pubblici appare come una pratica messa in moto in altri contesti stranieri, ma sarebbero necessari ulteriori studi per capire quanti di questi patrimoni militari siano stati davvero rifunzionalizzati in altri paesi. Come sottolineato a livello internazionale da Ashley e Touchton (2016, p. 391) la letteratura pubblicata nell'ambito degli studi urbani "descrive il processo di dismissione e fornisce istantanee delle politiche di dismissione e di riqualificazione caso per caso, ma ci si trova di fronte a una conoscenza poco approfondita di ciò che avviene dopo la chiusura delle aree militari". Questa monografia, dunque, costituisce un manuale per interpretare i fenomeni di dismissione a livello territoriale e locale, e si affianca alla letteratura che affronta altri tipi di abbandoni. Le aree militari dismesse, effettivamente, si sommano ad altre zone in abbandono scaturite dal cambio di paradigma del fordismo al post-fordismo, dalla crisi del 2007-2008 e, più recentemente, dalla pandemia del 2020.

Riferimenti bibliografici

Ashley A.J. and Touchton M. (2016). Reconceiving Military Base Redevelopment: Land Use on Mothballed U.S. Bases. *Urban Affairs Review*, 52(3): 391-420. DOI: 10.1177/1078087414568028

(*Filippo Zago*)

Copyright © FrancoAngeli This work is released under Creative Commons Attribution - Non-Commercial - NoDerivatives License. For terms and conditions of usage please see: http://creativecommons.org